

Ignacio Cembrero

La République aussi a eu ses « Maures »

Retour sur un point d'histoire méconnu de la guerre civile espagnole : Ignacio Cembrero, qui reprend les conclusions des travaux de l'historien tunisien Abdelatif Ben Salem, rappelle que des centaines d'Arabes luttèrent dans le camp républicain. L'article a paru dans El País, 26 juillet 1998.

« Pourquoi ne te joins-tu pas à nous ? », avait demandé le chef des miliciens au passant qu'il venait de croiser dans la rue, à Barcelone, en août 1936.

« Je suis un volontaire arabe et je suis venu pour défendre la liberté à Madrid, pour défendre Damas à Guadalajara et Jérusalem à Cordoue... », lui répondit son interlocuteur.

« C'est vrai que tu es Arabe ? que tu es un Maure, c'est-à-dire Marocain ? C'est impossible puisque les Marocains sont du côté des assassins fascistes. Ils attaquent nos villes : ils pillent nos maisons et violent nos filles », lui répondit le milicien incrédule.

« Ces Marocains qui aujourd'hui suivent les généraux fascistes offensent par leur comportement les Arabes et l'Islam et ils ne représentent qu'eux-mêmes. »

Et comme le chef dans son uniforme de milicien le regardait d'un air dubitatif, le passant continua : « Je ne suis pas le seul Arabe ici. Dans les Brigades Internationales, il y a des Arabes et d'autres vont arriver. Sois sûr que beaucoup de Marocains qui suivent Franco, comprendront la vérité, se mettront à fuir et à rejoindre vos forces. Dans nos

pays arabes, il y a des millions de personnes qui éprouvent de la sympathie pour la République espagnole et soutiennent la démocratie. »

Le voyageur avec qui le volontaire armé parlait n'était pas Marocain, mais Palestinien. Il s'appelait Nayadi Sidqi, avait trente et un ans, militait au sein du Parti Communiste de Palestine. Lorsqu'avait éclaté la guerre civile, le Komintern lui avait demandé d'aller en Espagne pour tenter de susciter des désertions dans les rangs des Marocains servant dans les troupes de Franco. Le journal soviétique *La Pravda* consacra de nombreux articles à ses efforts.

Dans son livre intitulé *L'autre labyrinthe espagnol*, la professeur de l'Université autonome de Madrid, Nieves Paradela, a fait sortir de l'oubli, il y a quelques années, le chapitre consacré à ses Mémoires qui étaient restées jusqu'ici non publiées. Sidqi, décédé à Athènes en 1979, avait tenu à consigner son expérience de l'Espagne républicaine. Abdelatif Ben Salem, un historien tunisien résidant à Paris, a récemment approfondi cette question pour tenter de démontrer, dans différents séminaires et publications, qu'il y a eu non seulement entre 50 000 et 60 000 Marocains engagés dans l'armée des rebelles, mais aussi des centaines d'Arabes qui luttèrent dans les rangs des Républicains.

Disposant de ce qu'on a appelé « le porte-voix du front », c'est-à-dire d'un haut-parleur relié à un amplificateur, l'ensemble monté sur un camion, Sidqi s'approchait des tranchées des nationalistes pour haranguer en arabe dialectal les soldats marocains : « Frères, écoutez-moi, je suis arabe comme vous. Je viens d'un pays arabe lointain et je vous conseille, frères, de fuir ces généraux qui vous traitent injustement. Venez avec nous, nous vous accueillerons et vous respecterons comme il se doit. » Des tracts en arabe avec ce même texte furent lancés par l'aviation républicaine sur les positions des soldats de l'armée franquiste. Quand il ne sillonne pas le front de Madrid, Sidqi crée dans la capitale le groupement antifasciste hispano-marocain dont l'un des objectifs est de constituer un bataillon de miliciens composé de Marocains et de musulmans. Le journal *El Sol y Mundo Obrero* annonça dans ses colonnes sa fondation en octobre 1936. Le bataillon, selon l'historien Ben Salem, fut effectivement créé mais il ne fut pas commandé par Sidqi. Sa création ne fut d'ailleurs pas l'un des épisodes les plus glorieux de l'histoire de la République. Ben Salem affirme qu'il était formé de « 300 prisonniers

et déserteurs marocains regroupés avec d'autres Marocains et musulmans pris dans une rafle dans les rues de Madrid, incorporés de force et envoyés en première ligne dans la bataille de la Cité Universitaire. Tous moururent à l'exception d'une dizaine d'entre eux, fusillés parce qu'ils avaient déserté leur camp. » Bien qu'elle situe leur entrée au combat dans un autre lieu, la Sierra de Guadarrama, la revue parisienne *L'Afrique française* rendit compte, à la fin de 1936, de l'existence de l'éphémère bataillon musulman. « Les gouvernementaux recrutent, chaque fois qu'ils le peuvent, des indigènes dans leurs rangs. Au début de la Guerre Civile [...], les travailleurs marocains qui travaillaient dans des usines et dans la construction à Madrid et dans ses alentours furent enrôlés de force et emmenés à Guadarrama. Ce bataillon improvisé et placé en première ligne fut décimé dès les premiers combats et les survivants se révoltèrent : la plupart d'entre eux furent ensuite fusillés. »

« Je ressentais au plus profond de mon cœur que ma mission échouait », a écrit Sidqi dans ses *Mémoires*, rappelant le sentiment de méfiance qu'inspirait tout ce qui concernait les Maures – aussi engagés à gauche fussent-ils, parmi les autorités républicaines à commencer par Vicente Uribe, le ministre communiste chargé des Affaires marocaines. Déçu, Sidqi quitta l'Espagne en décembre 1936, laissant toutefois derrière lui de nombreux autres volontaires arabes. Le chercheur Ben Salem en a retrouvé quelques uns en consultant par exemple les registres des admissions dans les hôpitaux de la République. Il venait compléter ainsi les travaux commencés par deux historiens, Ricardo de la Cierva et Andréu Castells, qui ont dénombré jusqu'à 716 noms à consonance arabe, bien que nombre d'entre eux aient la nationalité de la métropole coloniale (la France). Sidqi fut peut-être le plus emblématique de tous, mais d'autres qui s'enrôlèrent à Paris ou Alger, sont sortis de l'anonymat. André Malraux, le célèbre écrivain français qui avait décidé de rejoindre les rangs de la République dès qu'il apprit la rébellion des généraux putschistes et qui commandait l'Escadrille España, eut parmi ses hommes un mécanicien et mitrailleur algérien, Mohamed Belaïdi, qu'il fit applaudir dans des meetings qu'il tint en 1937. L'appareil Potez 540 qui fut abattu le 27 décembre 1936 par les chasseurs allemands Heinkel dans la Sierra de Teruel avait à son bord sept membres d'équipage dont Belaïdi, qui mourut criblé de balles, tandis que les autres ne

furent que blessés. Malraux rappelait en public que, un mois avant la mort de Belaïdi, il avait demandé à l'Algérien la raison de sa présence en Espagne. Celui-ci lui avait répondu : « Lorsque j'ai appris que les Arabes combattaient aux côtés de Franco, j'ai dit à mon groupe socialiste : nous devons faire quelque chose, sinon, que vont penser les Arabes, nos camarades ouvriers ? »

L'erreur tragique de la République ne fut pas tant, selon Ben Salem, de mépriser les Arabes qui soutenaient la République que de repousser l'idée d'une alliance avec les nationalistes rifains qui étaient prêts à se soulever et à déstabiliser l'arrière-garde franquiste. Deux documents, les *Mémoires* de Mohamed Hassan Ouazzani, qui dirigeait à cette époque le Comité d'action marocain et les notes personnelles de R. J. Longuet, le neveu de Karl Marx, apportent de nombreuses informations.

Dans les premiers jours du soulèvement du Rif, Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T, syndical d'obédience communiste, et son collaborateur, Jean Longuet, suggérèrent à l'Ambassadeur de la République de Paris, Luis Araquistain, de contacter les Rifains en vue d'entreprendre des actions de guérilla contre les nationalistes. Ils décidèrent, d'un commun accord, d'envoyer à Fès, R. J. Longuet, fils de Jean Longuet, qui maintenait d'étroites relations avec les nationalistes maghrébins. Dans la cité impériale, il eut une entrevue avec Ouazzani et un de ses adjoints, Omar Abdeljalil, qui jugèrent trop timide la proposition de harcèlement et se montrèrent disposés à provoquer un soulèvement du Rif à condition de pouvoir compter sur l'aide du Front populaire à Madrid et à Paris. Longuet voyagea de Fès à Alicante, ville dont le gouverneur civil s'empressa de télégraphier l'offre à José Giral, Président du Conseil des Ministres, qui finit par donner son accord, mais changea rapidement d'avis. Il justifia son refus, affirme Ben Salem, en arguant que « la France avait prévenu la République espagnole qu'elle n'était pas disposée à tolérer que les nationalistes du Maroc fomentent des troubles. » A l'exception de quelques anarchistes et des milices antifascistes catalanes, l'ensemble des forces républicaines insistèrent pour que soit respecté l'accord franco-espagnol de 1912.

Francesco Largo Caballero, qui succéda à Giral, proposa, de donner 40 millions de pesetas aux Marocains qui sympathisaient avec la République afin qu'ils fassent de la propagande en faveur de la démocratie en Espagne. Ultérieurement, il alla jusqu'à

avancer l'idée de payer sous le manteau les femmes des engagés pour qu'elles voyagent jusqu'à la péninsule et convainquent leurs maris de désertier. Naïve et prêtant à sourire, l'idée était révélatrice du manque de perspicacité de la République pour tout ce qui avait trait au Maroc.